



RAPPORT FINANCIER 2016



SOMMAIRE

Rapport du Trésorier	Page 3
Comptes annuels 2016	Page 7
Bilan 2016	Page 8
Compte de Résultat 2016	Page 11
Annexe aux comptes annuels 2016	Page 14
Principes comptables	Page 15
Faits marquants de l'exercice	Page 16
Notes sur le Bilan	Page 17
Compte d'Emploi des Ressources 2016	Page 33
Notes sur le Compte d'Emploi des Ressources	Page 36

Rapport du Trésorier

LES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE 2016

EMPLOIS

En 2016, Action contre la Faim a maintenu un niveau d'activité élevé sur ses missions (111,6 M€) tout en répondant à plusieurs crises dans la région du Lac Tchad, en Ethiopie suite au phénomène de sécheresse El Nino ou encore en Haïti après le passage du cyclone Matthew. Ces réponses aux urgences ont contrebalancé la diminution de nos activités en Afrique de l'Ouest suite à la fin de l'épidémie Ebola.

Les Emplois d'Action Contre la Faim ont cru de 6% atteignant 164,3 M€. Au-delà de l'activité opérationnelle, les missions sociales ont aussi progressé de par la croissance de nos projets de recherche et le développement de nos projets en lien avec le réseau international.

Les frais de recherche de fonds ont augmenté de 9% par rapport à 2015 du fait des investissements sur la prospection de nouveaux donateurs mais aussi des investissements pour développer nos partenariats d'entreprises d'une part, et nos relations avec les bailleurs institutionnels d'autre part.

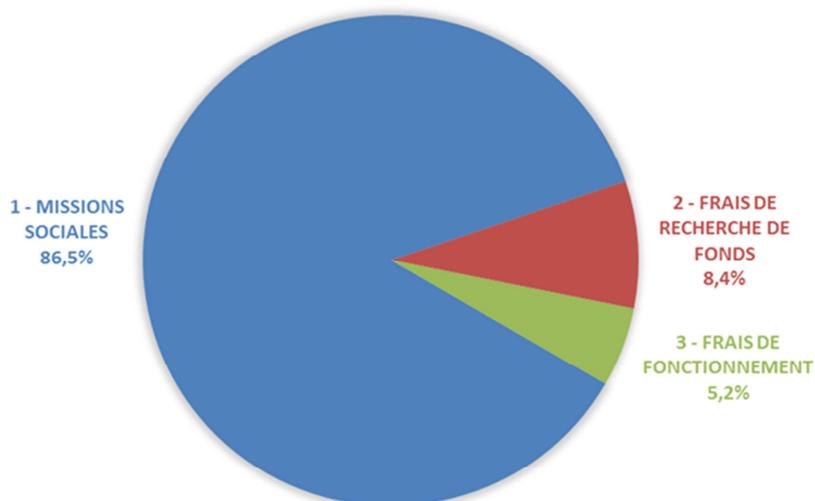
Les frais de fonctionnement ont également augmenté, essentiellement du fait de nos investissements en système d'information.

RESSOURCES

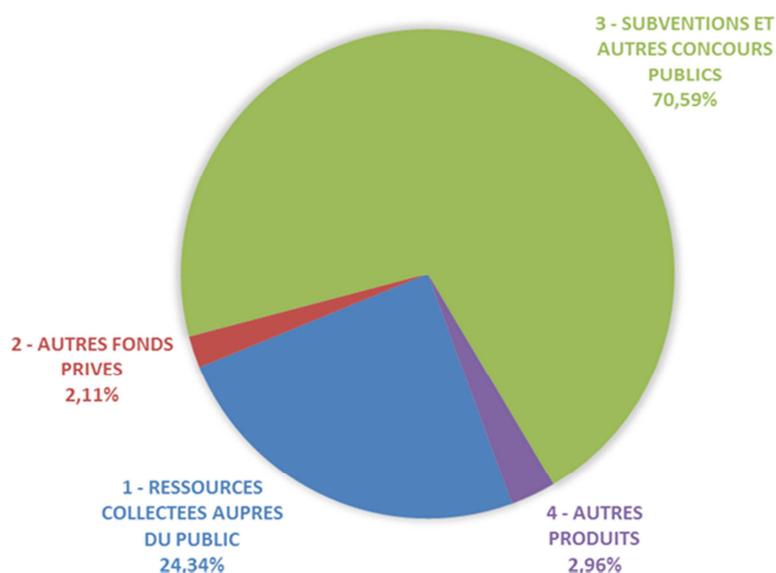
Notre activité opérationnelle reste soutenue par les subventions des bailleurs institutionnels qui représentent 113,4 M€. L'Union Européenne et les Nations Unies restent nos principaux bailleurs mais on assiste à une forte croissance du soutien du gouvernement suédois (+19%) qui devient notre troisième financeur et le développement de nouveaux bailleurs tels quel le gouvernement allemand (+384% vs. 2015). En l'absence de crise médiatique majeure (cf. Népal en 2015), on constate une baisse de notre collecte (-5%) que ce soit auprès des donateurs particuliers ou des partenaires privés.

RATIOS CER

La part des Emplois affectés aux Missions Sociales diminue d'un point en 2016 du fait de la croissance relative plus forte de nos frais de fonctionnement et de recherche de fonds pour être à 86,5%. Malgré cette diminution, ce ratio reste supérieur à ceux de 2014 ou 2013. Le ratio de frais de fonctionnement augmente lui à 5,2% (4,3% en 2015).



Comme mentionné précédemment, le financement de notre activité par les bailleurs institutionnels allié à la diminution de notre collecte font que les subventions représentent cette année 70% de nos ressources (68.4% en 2015).



RESULTAT

L'année 2016 présente un résultat déficitaire de -4,4 M€ qui s'explique par :

- La stratégie d'investissement sur le développement de nos outils et nos compétences ;
- Une moindre performance de la collecte du fait de l'absence d'urgence médiatique majeure ;
- Une évolution négative des taux de changes ces deux dernières années.

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Le Conseil d'Administration d'ACF-France propose à l'Assemblée Générale du 17 juin 2017 de se prononcer sur la proposition d'affectation du résultat déficitaire 2016 de -4 375 530 € dont 3 856 599 € de dépenses utilisées dans la réserve pour projets associatifs. Soit une affectation de 518 751 € de déficit sur les fonds associatifs selon le tableau ci-dessous :

(en euros)	Au 31.12.2016 (avant affectation du résultat 2016)	Affectation du résultat 2016		Au 31.12.2016 (après affectation du résultat 2016)
		Diminution	Augmentation	
Fonds associatifs	25 261 252	518 751		24 742 502
Réserves pour projet associatif dont :	18 765 501	3 856 599		14 908 902
- Recherche Appliquée	1 272 487	223 149		1 049 338
- Programmes opérationnels	9 783 905	2 586 270		7 197 635
- Développement international	5 197 109	1 047 180		4 149 929
- Développement du Système d'Informc	2 512 000			2 512 000
Résultat de l'exercice	-4 375 350	-4 375 350		0
TOTAL FONDS PROPRES	39 651 404	0	0	39 651 404

PERSPECTIVES 2017

Un plan financier 2017-2019 a été construit dans le cadre du plan stratégique de l'Association et validé en Conseil d'Administration en novembre 2016. Ce plan à 3 ans prévoit :

- Une croissance limitée des volumes opérationnels afin de permettre la conduite des projets stratégiques ;
- Un retour à des objectifs de croissance de la collecte de fonds privés de 6% ;
- La poursuite des investissements dans les projets stratégiques ;
- Une revue du modèle économique afin de garantir, sur le long terme, la pérennité financière de l'Association.

Le budget 2017 prévoit une croissance des dépenses opérationnelles de 10%, qui atteignent ainsi 123,2 M€. Les subventions institutionnelles passent à 117,2 M€ et les ressources collectées auprès du public à 41,2 M€.

Une réflexion a été menée en 2016 sur l'amélioration de la coordination régionale des opérations menées par le réseau ACF international. Ainsi, une spécialisation régionale est programmée à partir de 2017 avec, par voie de conséquence, un transfert de management de six pays d'intervention entre ACF France et ACF Etats-Unis (ACF-US). Ainsi ACF France récupèrera d'ACF-US le Pakistan pour renforcer son pool Asie ainsi que le Nigéria et la République Démocratique du Congo pour renforcer son pool Afrique Centrale. La Somalie et l'Ethiopie passent sous gestion ACF-US qui renforce son pool Corne de l'Afrique. Haïti passe aussi d'ACF France à ACF-US.

Le budget 2017 prévoit ainsi un retour à l'équilibre budgétaire et des réserves, utilisées à hauteur de 4,7 M€.

Comptes annuels 2016

BILAN 2016

Bilan actif

(en euros)	Note	31.12.2016		31.12.2015	
		Montant Brut	Amortissements & Dépréciations	Montant Net	Montant Net
Immobilisations incorporelles					
Logiciels informatiques		677 120	309 430	367 690	146 822
Immobilisations corporelles					
<i>Immobilisations corporelles "siège"</i>					
Agencements & installations		1 940 676	529 258	1 411 418	1 574 052
Matériel informatique & téléphonique		1 070 345	686 013	384 331	419 947
Matériel de bureau		49 248	15 704	33 544	9 669
Matériel vidéo		91 981	32 874	59 107	5 591
Mobilier		212 901	106 973	105 928	139 764
Matériel technique pour la recherche		41 890	41 890	-	-
Immobilisations en cours		28 529		28 529	69 852
<i>Immobilisations corporelles "missions"</i>					
Matériel de transport		2 544 370	2 234 680	309 690	445 380
Matériel radio et communication		810 431	655 062	155 369	125 481
Matériel informatique		3 518	3 518	-	-
Immobilisations financières					
Prêts		3 542 123	271 593	3 270 530	1 828 025
Dépôts et cautionnements		428 853	5 515	423 339	552 770
Actif Immobilisé	(1)	11 441 985	4 892 511	6 549 474	5 317 352
Stocks	(2)	1 127 524	17 130	1 110 394	1 279 125
Créances Bailleurs de fonds	(3)	36 947 116	591 852	36 355 264	26 190 959
Autres créances	(3)	2 188 114	-	2 188 114	3 586 985
Créances sur réseau international ACF	(3)	4 496 679		4 496 679	5 232 502
Valeurs mobilières de placement	(4)	8 743 890		8 743 890	14 036 859
Disponibilités "missions"	(5)	18 719 351		18 719 351	15 642 148
Disponibilités "siège"	(5)	28 793 672		28 793 672	18 102 451
Actif circulant		101 016 345	608 982	100 407 363	84 071 030
Charges constatées d'avance		968 835		968 835	962 311
Ecart de conversion actif		4 467 565		4 467 565	2 973 697
Comptes de régularisation		5 436 399		5 436 399	3 936 008
TOTAL DE L'ACTIF		117 894 729	5 501 493	112 393 236	93 324 390

Bilan passif

<i>(en euros)</i>	Note	31.12.2016	31.12.2015
Fonds associatifs		25 261 252	22 190 010
Réserves pour projet associatif		18 765 500	15 989 728
Recherche appliquée		1 272 487	1 548 728
Programmes opérationnels		9 783 905	9 682 929
Développement international		5 197 108	4 246 071
Système d'information		2 512 000	512 000
Résultat de l'exercice	-	4 375 350	5 847 015
Fonds associatifs et réserves	(6)	39 651 403	44 026 754
Provisions pour risques et charges		9 559 428	7 223 960
Risques généraux liés à l'activité		5 091 863	4 250 264
Risques de change		4 467 565	2 973 696
Provisions pour risques & charges	(7)	9 559 428	7 223 960
Fonds dédiés	(8)	5 164 358	6 647 617
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-
Avances Bailleurs de fonds	(9)	39 786 146	20 077 241
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(9)	4 100 709	3 697 767
Dettes fiscales & sociales	(9)	5 257 516	4 914 152
Autres dettes		4 084 719	1 520 914
Dettes sur réseau international ACF		2 668 897	2 419 171
Dettes		55 897 986	32 629 245
Produits constatés d'avance		88 892	86 682
Ecart de conversion passif		2 031 170	2 710 133
Comptes de régularisation		2 120 062	2 796 815
TOTAL DU PASSIF		112 393 236	93 324 390

COMPTE DE RESULTAT 2016

Compte de Résultat - Partie I

(en euros)	2016	2015
Subventions d'exploitation	114 854 441	112 967 958
Dons	34 682 653	35 179 053
Legs	623 978	1 767 962
Mécénat, parrainage et autres concours privés	954 907	1 474 341
Cotisations	10 400	8 200
Produits de manifestations	4 818 268	4 898 162
Autres produits	1 538 075	1 569 891
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	1 993 800	2 275 700
Produits d'exploitation	159 476 522	160 141 267
Achats matières premières, autres approv et charges externes	73 030 349	73 901 103
Impôts, taxes et versements assimilés	2 523 171	2 524 648
Charges de personnel	71 831 010	65 894 675
Personnel siège et missions	37 408 243	34 901 587
Salaires et traitements	19 250 313	17 163 382
Charges sociales	7 786 293	7 407 385
Volontaires et frais annexes	10 371 637	10 330 819
Personnel Local	34 422 767	30 993 089
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 243 254	2 522 900
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	868 774	820 220
Dotations aux dépréciations	375 107	371 833
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 999 373	1 330 847
Subventions accordées par l'association	12 108 245	7 968 127
Autres charges	36 357	29 486
Charges d'exploitation	162 772 385	152 840 940
I. RESULTAT COURANT NON FINANCIER	-3 295 863	7 300 327

Compte de Résultat - Partie II

<i>(en euros)</i>	2016	2015
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	17 580	15 882
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	54 176
Différences positives de change	2 687 353	3 132 124
Reprises sur provisions et dépréciations, transferts de charges	2 973 696	1 669 493
Produits financiers	5 678 629	4 871 675
Intérêts et charges assimilées	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	464	0
Différences négatives de change	3 267 467	2 806 112
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 467 565	2 973 696
Charges financières	7 735 495	5 779 809
II. RESULTAT FINANCIER	-2 056 866	-908 134
III. RESULTAT COURANT (I + II)	-5 352 729	6 392 193
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	82 672	182 808
Produits exceptionnels sur opérations en capital	53 132	37 948
Reprises sur provisions et dépréciations, transferts de charges	0	184 305
Produits exceptionnels	135 804	405 061
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	641 530	511 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	37 705
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	24 576
Charges exceptionnelles	641 530	573 782
IV. RESULTAT EXCEPTIONNEL	-505 726	-168 721
Impôt sur les sociétés	154	149
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	3 831 939	4 105 733
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	2 348 680	4 482 041
Total des produits	169 122 893	169 523 736
Total des charges	173 498 243	163 676 720
EXCEDENT ou INSUFFISANCE (III + IV)	-4 375 350	5 847 015
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat		
Dons en nature	8 594 483	7 544 355
Prestations en nature	144 504	62 522
Charges	8 738 987	7 606 877
Missions sociales	8 738 987	7 606 877
Frais de recherche de fonds		
Frais de fonctionnement et autres charges		
Produits	8 738 987	7 606 877

Annexe aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2016 ont été établis et présentés conformément :

- aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif et définies par le règlement 99-01 du CRC et par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, sauf en matière de comptabilisation des subventions. En effet, celles-ci sont inscrites au compte de résultat, comme les exercices précédents, en fonction de l'avancement des dépenses engagées. Le choix de cette méthode est toutefois sans incidence sur le résultat.
- aux règlements relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs et à l'enregistrement des passifs.

Les règles d'établissement des comptes annuels respectent les principes comptables de :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- prudence.

Les principales règles et méthodes comptables retenues sont exposées au cours des différentes notes qui suivent sur les comptes annuels, se rapportant chacune à un poste spécifique du bilan et du compte de résultat. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Conformément à l'article 8 de l'Ordonnance du 28 juillet 2005, et à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2006, le Compte d'Emploi des Ressources (CER) est inclus dans l'annexe aux comptes annuels et, à ce titre, entre de droit dans le cadre de la certification par notre Commissaire aux Comptes. Le CER a été établi selon le modèle homologué par le Conseil National de la Comptabilité (Comité de la Réglementation Comptable du 7 mai 2008, arrêté du 11 décembre 2008).

Le compte de résultat est établi à partir des données issues de la comptabilité générale et conformément à l'article 511-2 du Plan Comptable Général. Sa présentation, en application de ces règles, permet une lecture en liste des charges et produits par nature.

Faits marquants de l'exercice

Action contre la Faim France est intervenue dans 23 pays en 2016 et a déployé l'aide humanitaire nécessaire auprès de 5 millions de personnes (stable par rapport à 2015).

2016 a été une année d'activités soutenues pour ACF avec, notamment, les urgences provoquées par l'effet El Nino dans des pays comme l'Ethiopie et la Somalie, par le cyclone Matthew en Haïti, ainsi que par les crises et le difficile accès aux populations au Yémen, au Kurdistan Irakien et dans le bassin du Lac Tchad.

Les Missions Sociales (142 M€) progressent de 5% par rapport 2015 avec le développement de nos projets en lien avec le réseau ACF International.

Cette croissance des Missions Sociales est financée pour l'essentiel par une augmentation de près de 3% des subventions reçues des bailleurs publics et institutionnels (113,4 M€ vs. 110,5 M€ en 2015).

La collecte issue de la Générosité du Public s'élève à 39,1 M€, soit une baisse de -5% par rapport à l'année précédente qui avait été marquée par des dons importants au profil du Népal.

Le résultat 2016 déficitaire de -4,4 M€ s'explique principalement par :

- de forts investissements pour le développement de nos Systèmes d'Information afin d'accompagner la croissance d'activité,
- une collecte nette de fonds privés inférieure aux prévisions,
- l'impact négatif de l'évolution des taux de change sur nos comptes.

Dans le cadre de la stratégie de développement du réseau international, ACF France a poursuivi son soutien à ACF Inde et à ACF Développement.

Notes sur le bilan

Remarque sur le périmètre

Action Contre la Faim est membre d'un réseau international, ACF International. Les comptes présentés ici sont ceux d'ACF France. En effet, les différentes entités du réseau ACF International étant indépendantes les unes des autres, les comptes ne font pas l'objet d'une présentation combinée.

Note 1 : Actif immobilisé

Les immobilisations de l'Association sont enregistrées et valorisées conformément aux normes édictées par le règlement sur les actifs.

Les immobilisations situées en France, au siège de l'Association, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du règlement CRC 2004-06, et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité :

Logiciels informatiques	3 ans
Agencements & installations	5 à 9 ans
Matériel informatique & téléphonique	3 ans
Matériel informatique projets SI	7 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel vidéo	5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

A noter qu'un changement est intervenu en 2016, concernant l'amortissement du matériel informatique et téléphonique. Auparavant amorti sur 5 ans, ce poste est désormais amorti sur une durée de 3 ans. Par ailleurs, une ligne supplémentaire a été créée pour le matériel informatique acquis au titre de projets SI (Système d'Informations), désormais amorti sur une durée de 7 ans.

Les biens d'équipement (matériel de transport, de radio et de communication) situés sur les missions, acquis sur fonds propres et dont la valeur unitaire est supérieure à 2 K€, sont inscrits en immobilisations à leur coût d'acquisition. Depuis 2008, la durée d'amortissement de ces équipements et véhicules a été alignée sur la durée de refacturation aux bailleurs :

Matériel de transport	2 à 3 ans
Matériel de télécommunication	1 à 2 ans
Matériel informatique et vidéo	1 an
Autres gros équipements programme	1 à 2 ans
Autres équipements	1 à 2 ans

Pour tout autre équipement, non inclus dans cette liste, acquis sur fonds propres et dont la valeur est supérieure à 15 K€, la durée d'amortissement est déterminée en fonction de sa durée de vie économique. Les biens d'équipement situés sur les missions, dont l'achat est financé directement par les bailleurs de fonds, sont comptabilisés directement dans les comptes de charges des missions. Les méthodes de comptabilisation des immobilisations situées en France et sur les missions restent inchangées pour 2016.

La variation des immobilisations depuis l'exercice précédent se détaille comme suit :

(en euros)	Total au 31.12.2015	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Total au 31/12/2016
Logiciels informatiques	430 868	176 400	-	69 852	677 120
Immobilisations incorporelles	430 868	176 400	-	69 852	677 120
Agencements & installations	1 887 260	53 416	-		1 940 676
Matériel informatique & téléphonique	861 749	214 932	6 336		1 070 344
Matériel de bureau	20 117	32 410	3 280		49 248
Matériel vidéo	24 278	67 703	-		91 981
Mobilier	205 326	7 575	-		212 901
Matériel technique pour la recherche	41 890	-	-		41 890
Immobilisations en cours	69 852	28 529	-	69 852	28 529
<i>Immobilisations corporelles "siège"</i>	<i>3 110 473</i>	<i>404 564</i>	<i>9 616</i>	<i>- 69 852</i>	<i>3 435 570</i>
Matériel de transport	2 481 319	63 050			2 544 369
Matériel radio et communication	689 394	121 037			810 431
Matériel informatique	3 518				3 518
<i>Immobilisations corporelles "missions"</i>	<i>3 174 232</i>	<i>184 086</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3 358 318</i>
Immobilisations corporelles	6 284 705	588 651	9 616	- 69 852	6 793 888
Prêts réseau ACF	2 108 835	1 481 048	47 760	-	3 542 123
Dépôt garantie loyer Paris	383 198	947	130 970	-	253 174
Dépôts et cautionnement missions	170 801	23 075	18 197	-	175 679
Immobilisations financières	2 662 834	1 505 069	196 928	-	3 970 976
TOTAL ACTIF IMMOBILISE BRUT	9 378 407	2 270 121	206 543	-	11 441 984

On constate une augmentation du poste Logiciels informatiques, en raison principalement du changement de version du progiciel de gestion intégré Agresso (153 K€). Le poste des immobilisations financières continue d'augmenter, ce qui est principalement dû au prêt consenti à ACF Développement (augmentation de 1,48 M€). Le total des prêts consentis à ACF-Dev pour la recherche de fonds en Allemagne et Italie s'élève à 3,27 M€ à fin 2016. Le Business Plan consolidé montre qu'ACF-Dev sera en mesure de commencer le remboursement des prêts à compter de 2020 conformément aux prévisions initiales.

La variation des amortissements depuis l'exercice précédent se détaille comme suit :

(en euros)	Total au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Total au 31/12/2016
Logiciels informatiques	284 046	25 384	-		309 430
Immobilisations incorporelles	284 046	25 384	-	-	309 430
Agencements & installations	313 209	216 050			529 258
Matériel informatique & téléphonique	441 803	245 056	845		686 014
Matériel de bureau	10 448	5 310	55		15 703
Matériel vidéo	18 687	14 187			32 874
Mobilier	65 563	41 410			106 973
Matériel technique pour la recherche	41 890	-			41 890
Immobilisations en cours	-				-
<i>Immobilisations corporelles "siège"</i>	<i>891 599</i>	<i>522 013</i>	<i>899</i>	<i>-</i>	<i>1 412 712</i>
Matériel de transport	2 035 942	199 028	288		2 234 681
Matériel radio et communication	563 911	91 154			655 064
Matériel informatique	3 518				3 518
<i>Immobilisations corporelles "missions"</i>	<i>2 603 371</i>	<i>290 181</i>	<i>288</i>	<i>-</i>	<i>2 893 264</i>
Immobilisations corporelles	3 494 969	812 194	611	-	4 305 976
TOTAL AMORTISSEMENTS	3 779 016	837 578	611	-	4 615 406

Note 2 : Stocks

Les stocks sont composés de matériels et fournitures destinés aux missions. Ils permettent de réduire les délais de réponse aux besoins d'approvisionnement des missions et d'augmenter ainsi l'efficacité d'ACF en cas d'urgence.

Les entrées en stocks sont évaluées au coût d'achat, frais accessoires éventuels inclus. Les stocks sont gérés, en cours d'année, selon la méthode de l'inventaire permanent. Les stocks consommés sont alors directement imputés aux charges des missions. A la clôture de l'exercice, il est pratiqué un inventaire physique des quantités présentes en stock dans les différents entrepôts.

Une provision pour dépréciation est constituée en fonction de l'ancienneté des stocks et de leur éventuelle date de péremption pour les produits périssables.

Note 3 : Créances

Les créances sont distinguées en trois postes :

- Créances bailleurs de fonds,
 - Créances sur réseau international ACF,
 - Autres créances.
- Le poste « Créances bailleurs de fonds » est composé des soldes débiteurs des comptes relatifs aux subventions accordées par les bailleurs de fonds pour financer les missions. Un compte relatif à une subvention fait apparaître un solde débiteur lorsque les sommes engagées par ACF, au titre de cette subvention et conformément au budget contractuel, excèdent les avances reçues, à la date de clôture de l'exercice. En cas de solde créditeur, c'est-à-dire lorsque le montant des avances reçues excède les sommes engagées par ACF, il est inscrit au passif du bilan dans le poste « Avances bailleurs de fonds ».
- Les produits sur les financements bailleurs sont donc constatés au rythme des dépenses éligibles à la convention de financement (cf. Note 12). La part des financements restant à recevoir et à dépenser figure en engagements hors bilan donnés et reçus (cf. Note 10).

La décomposition du poste « Créances bailleurs de fonds » au 31.12.2016 est la suivante :

(en euros)	Total au 31.12.2016	Total au 31.12.2015
Union Européenne - ECHO	3 291 735	3 275 775
Union Européenne - Autres	5 965 080	4 186 805
Nations Unies	8 858 230	5 446 905
Gouvernement américain	5 479 561	4 591 463
Gouvernement français	1 450 350	68 445
Gouvernement britannique (DFID)	4 738 096	4 116 922
Autres gouvernements	2 509 597	2 898 659
Autres ONGs	73 407	-
Divers Bailleurs	4 581 058	2 234 883
Provision Créances Bailleurs	- 591 852	- 628 898
Total Créances bailleurs de fonds	36 355 264	26 190 959

- Le poste « Créances sur le réseau international ACF » traduit la créance résultant des opérations économiques ou financières réalisées entre ACF et chacune des quatre autres entités du réseau international ACF, hors sous-traitance des missions terrain. Ces opérations peuvent être de différentes natures :
 - Refacturation par ACF France au coût d'achat de matériels et fournitures acquis via son service achats pour le compte d'une autre entité ;
 - Refacturation croisée (y compris à la charge d'ACF France) au coût de revient de personnels expatriés sous contrat avec une entité du réseau et mis à disposition d'une autre entité pour ses missions ;
 - Collecte de dons privés ou de subventions publiques pour des pays dont les opérations sont menées par un autre membre du réseau, moyennant un suivi particulier des opérations concernées ;
 - Reversement de subventions de bailleurs de fonds reversées à ACF International pour la réalisation de contrats ;
 - Collecte de dons privés ou de subventions publiques effectuées par les membres du réseau pour les missions sociales ACF France ;
 - Donations d'ACF France à une autre entité du réseau afin de l'aider dans le développement de ses missions sociales. Celles-ci sont rapportées au résultat au fur et à mesure des dépenses effectuées.

La décomposition des « Créances sur le réseau international ACF » est la suivante :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Créances sur ACF Etats-Unis	1 593 886	2 112 529	2 804 017
Créances sur ACF Royaume-Uni	123 521	164 895	17 574
Créances sur ACF Espagne	2 609 472	2 828 814	2 635 354
Créances sur ACF Canada	169 800	126 264	10 912
Total Créances sur le réseau ACF	4 496 679	5 232 502	5 467 857

La créance sur ACF Espagne (ACF-ES) se rapporte notamment :

- au reversement par ACF France de subventions pour couvrir l'exécution de contrats pour un montant total de 1 599 K€ (1 376 K€ en 2015). Cette créance concerne principalement le Bureau régional d'Afrique de l'Ouest (349 K€), des actions menées au Mali (326 K€) et en Colombie (224 K€) ;
- à des refacturations d'achats et de mise à disposition de personnel (1 010 K€).

De même la créance sur ACF Etats-Unis (ACF-US) se rapporte principalement :

- à la différence entre les sommes reversées par ACF France pour l'exécution de contrats bailleurs signés par ACF France et les dépenses effectivement engagées par ACF-US au 31.12.2016 pour un montant total de 913 K€ (1 707 K€ en 2015). Le montant des créances bailleurs concerne principalement le Nigéria (500 K€) ;
- à des refacturations d'achats et de mise à disposition de personnel (681 K€).

- Le poste « Autres créances » comprend notamment des produits de collecte à recevoir, pour un montant de 1 538 K€ (1 539 K€ en 2015) et des avances fournisseurs 126 K€ (1 777 K€ en 2015).

Le tableau de synthèse des dépréciations se présente de la façon suivante :

(en €)	Total au 01.01.2016	Dotations	Reprises		Total au 31.12.2016	
			Provisions utilisées	Provisions non utilisées		
Immobilisation en cours	-				-	
Dépôt et Cautionnements	38 371	5 515	-	1 230	42 656	
Prêt	280 809			9 217	271 593	
Stocks	54 531	606	38 008		17 130	
Créances bailleurs de fonds	628 898	368 986	226 576	179 455	591 852	
Autres créances	-				-	
Créances sur réseau international ACF	-				-	
TOTAL PROV° POUR DEPRECIATION	1 002 610	375 107	264 584	189 902	923 231	
Dont dotations et reprises						
	- d'exploitation	683 429	369 592	264 584	179 455	608 982
	- financières	319 181	5 515	-	10 447	314 249
	- exceptionnelles					

La dépréciation des créances bailleurs de fonds varie de 629 K€ à 591 K€. Des dotations pour dépréciations des créances sont passées lorsque les créances ne sont pas recouvrées pour des contrats achevés depuis plus de deux ans, ainsi que pour ceux de moins de deux ans pour lesquels un risque a été identifié comme probable. Au cours de l'exercice 2016, des créances ont été dépréciées pour un montant de 369 K€. Cette somme correspond à des montants questionnés par les bailleurs quant à leur éligibilité sur des critères de dates, de nature, ou en cas d'absence de pièce justificative. Les reprises de provisions utilisées effectuées en 2016 pour un montant de 227 K€ correspondent principalement à d'anciennes créances précédemment provisionnées et passées définitivement en charges après une démarche de recouvrement restée infructueuse. Les reprises de provisions non utilisées en 2016 pour un montant de 179 K€ correspondent à des créances recouvrées.

Note 4 : Valeurs mobilières de placement

Le poste "Valeurs mobilières de placement" est composé de SICAV monétaires liquides, de dépôts à terme d'échéances diverses et d'un contrat de capitalisation dont l'échéance correspond au portefeuille détenu en France. Ce portefeuille est comptabilisé au coût d'acquisition et valorisé suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Sa valorisation au cours du dernier jour de l'exercice 2016 ne fait pas ressortir de moins-value latente.

L'évolution des valeurs mobilières de placement au cours des trois derniers exercices est la suivante :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Valeurs mobilières de placement	8 743 890	14 036 859	30 090 474
	8 743 890	14 036 859	30 090 474

Au 31.12.2016, ce poste s'élève à 8,7 M€ et se compose comme suit :

- placements à moyen terme (4 et 5 ans) : 8 M€
- SICAV monétaires en euros : 744 K€ (6 M€ en 2015)

Les placements monétaires n'ont pas été renouvelés en raison de l'absence de rapport des taux d'intérêts financiers en 2016.

Note 5 : Disponibilités

Les disponibilités sont distinguées en deux postes :

- Disponibilités « missions »,
- Disponibilités « siège ».

La décomposition des disponibilités au cours des trois derniers exercices est la suivante :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Comptes bancaires	17 948 010	14 760 677	10 201 287
Caisses	771 341	881 471	888 093
Disponibilités "missions"	18 719 351	15 642 148	11 089 380
Comptes bancaires	26 318 017	17 819 623	4 107 983
Dépôts à terme	-	-	1 647 311
Caisses	2 475 655	282 827	134 302
Disponibilités "siège"	28 793 672	18 102 451	5 889 596

Les disponibilités « missions » sont composées des soldes des comptes bancaires et des caisses au 31.12.2016, détenus sur les missions. Elles passent de 15,6 M€ en 2015 à 18,7 M€ en 2016.

Les disponibilités « siège » sont composées des soldes des comptes bancaires et des caisses détenues par le siège au 31.12.2016. Les comptes fusionnés situés dans une même banque font l'objet d'une compensation entre soldes positifs et négatifs, ne faisant ainsi apparaître que le solde net à la rubrique « Disponibilités siège » du bilan. L'augmentation des disponibilités « siège » à fin 2016, par rapport au solde à fin 2015, est due en particulier à l'augmentation du solde des encours bailleurs (+ 3,4 M€) et à la baisse des placements financiers (5,3 M€) par conséquent disponibles en trésorerie.

Les disponibilités en devises détenues en France ou à l'étranger (comptes bancaires et caisses) ont été valorisées au taux officiel au 31.12.2016. Les différences de change -positives ou négatives- constatées ont été enregistrées en gain ou perte de change.

Note 6 : Fonds propres

ACF dispose de deux types de réserves :

- les Fonds Associatifs dont l'objet est d'assurer la pérennité de l'organisation en cas de difficulté soudaine de financement ;
- le Fonds de Réserve pour Projet Associatif destiné à financer des projets opérationnels ou des programmes de recherche appliquée et à soutenir le développement du réseau ACF International ou l'évolution des systèmes d'information.

Pour rappel, l'Assemblée Générale du 18 juin 2016 a décidé de l'affectation de l'excédent de l'exercice 2015 de 5 847 015 € auxquels s'ajoutent 3 124 227 € de dépenses utilisées sur la réserve pour projets associatifs, soit une affectation de 8 971 242 € selon le tableau ci-dessous :

(en euros)	Au 31/12/2015 (avant affectation du résultat 2015)	Affectation du résultat 2015		Résultat 2016	Au 31.12.2016 (avant affectation du résultat 2016)
		Diminution	Augmentation		
Fonds associatifs	22 190 010		3 071 242		25 261 252
Fonds de réserve pour projet associatif	15 989 728	3 124 227	5 900 000		18 765 501
<i>Recherche appliquée</i>	<i>1 548 728</i>	<i>676 241</i>	<i>400 000</i>		<i>1 272 488</i>
<i>Programmes opérationnels</i>	<i>9 682 929</i>	<i>1 899 024</i>	<i>2 000 000</i>		<i>9 783 906</i>
<i>Développement international</i>	<i>4 246 071</i>	<i>548 963</i>	<i>1 500 000</i>		<i>5 197 108</i>
<i>Système d'Information</i>	<i>512 000</i>		<i>2 000 000</i>		<i>2 512 000</i>
Résultat de l'exercice	5 847 015	-3 124 227	-8 971 242	-4 375 350	-4 375 350
TOTAL FONDS PROPRES	44 026 753	0 -	0 -	4 375 350	39 651 403

Note 7 : Provisions pour risques et charges

La variation des « Provisions pour risques et charges » depuis l'exercice précédent se détaille comme suit :

(en €)	Total au 01.01.2016	Dotations	Reprises		Total au 31.12.2016
			Provisions utilisées	Provisions non utilisées	
Risques généraux liés à l'activité	4 250 263	1 999 374	624 044	533 730	5 091 863
Provision pour risques et charges	3 690 651	1 389 548	624 044	533 730	3 922 424
Provision pour risques de trésorerie	334 526	327 473			661 998
Provision pour risques divers	225 087	282 354			507 440
Risque de change	2 973 696	4 467 565	2 973 696	-	4 467 565
Total Prov° Risques et charges	7 223 960	6 466 938	3 597 740	533 730	9 559 427
Dont dotations et reprises		- d'exploitation - financières - exceptionnelles	1 999 374 4 467 565	624 044 2 973 696	533 730 -

- **Provisions pour risques généraux liés à l'activité**

Les provisions pour « risques généraux liés à l'activité » concernent des litiges ou évènements liés à l'activité d'ACF au cours de l'année d'exercice (dotation) ou d'exercices antérieurs (report) et susceptibles de générer des charges au cours des exercices ultérieurs. La comptabilisation des provisions permet d'anticiper le règlement financier des risques identifiés et d'imputer ce règlement au résultat de l'exercice au cours duquel le risque a été généré. Les reprises de provisions neutralisent ensuite la charge ultérieure lorsque la provision est « utilisée », ou génèrent un résultat « exceptionnel » lorsque le risque n'est finalement pas avéré (provision non utilisée). La dotation pour risques liés à l'activité se monte à : 1 390 K€ (1 315 K€ en 2015), dont :

- 306 K€ pour couvrir des risques d'inéligibilité bailleur en Irak
- 358 K€ pour couvrir un risque suite audit bailleur au Yemen et Sierra Leone
- 120 K€ pour couvrir le risque d'un redressement fiscal en Haïti
- 104 K€ pour couvrir un risque de rejet bailleur en Birmanie
- 113 K€ pour couvrir des risques prudhommaux au niveau du siège
- 83 K€ pour couvrir un risque de redressement bailleur au niveau du siège

- **Provisions pour risques de change**

Une provision a été constituée pour un montant de 4 468 K€ pour couvrir les pertes de change latentes constatées sur les dettes et créances en devises. Les pertes de change constatées en 2016 sont de 3 267 K€, pour une provision de 2 974 K€ constatée à fin 2015 et reprise en 2016. La dotation 2016 est principalement due aux écarts de conversion constatés sur les contrats en devise USD (1 497 K€) et GBP (1 248 K€), ainsi que sur les encours en devises siège (573 K€) et missions (484 K€).

Dans le cadre du transfert de management de pays entre ACF France et ACF Etats-Unis décidé fin 2016, des dettes sociales pourraient apparaître. A ce jour, des risques éventuels pourraient exister pour la Somalie et l'Ethiopie. Pour ces deux pays, le risque maximum estimé est de 453K€. La sortie de ressource étant peu probable et l'estimation peu fiable, nous n'avons pas provisionné ces montants au 31/12/2016. Ce point sera suivi en 2017 et les évaluations de risque fiabilisées.

Note 8 : Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les ressources affectées non utilisées en fin d'exercice sont compensées par une charge de même montant dans le Compte d'Emplois des Ressources (poste « Ressources restant à utiliser ») et dans le Compte de Résultat (poste « Engagements à réaliser sur ressources affectées »). Ces ressources non utilisées sont alors inscrites au passif du bilan en « fonds dédiés ».

L'utilisation -durant l'exercice suivant- d'une partie de ces fonds génère un produit dans le Compte d'Emplois des Ressources (poste « Report de ressources non encore utilisées ») et dans le Compte de Résultat (poste « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ») pour le montant effectivement consommé au cours de l'exercice et donne lieu pour la même valeur à une diminution du poste « fonds dédiés » au passif du bilan.

La variation au bilan des « Fonds dédiés » depuis l'exercice précédent se détaille comme suit :

(en euros)	01/01/2016	Augmentation	Utilisation		31/12/2016
			sur affectation de l'année	sur exercices antérieurs	
			Collecte	Dépenses	
FONDS DEDIES FRANCE					
Fonds dédiés AFGHANISTAN	302 455	440	-	201 123	101 772
Fonds dédiés BANGLADESH	256 218	-	-	231 029	25 189
Fonds dédiés BURKINA FASO	1 154 199	31 644	-	703 482	482 362
Fonds dédiés BIRMANIE	437 021	120	-	170 653	266 488
Fonds dédiés RCA	679 576	2 972	-	389 051	293 497
Fonds dédiés CÔTE D'IVOIRE	126 407	70 078	51 921	66 487	78 077
Fonds dédiés CORNE DE L'AFRIQUE	31 073	1 095	-	30 513	1 654
Fonds dédiés DJIBOUTI	173 169	204 134	-	31 174	346 129
Fonds dédiés ETHIOPIE	574 619	507 990	34 905	387 543	660 160
Fonds dédiés HAITI	633 487	842 546	525 636	630 701	319 694
Fonds dédiés INDONESIE	2 533	57	-	-	2 590
Fonds dédiés INDE	14 842	50	-	-	14 892
Fonds dédiés IRAK	15 584	695	-	13 135	3 144
Fonds dédiés CAMEROUN	330	1 035	-	-	1 365
Fonds dédiés LIBERIA	2 346	-	-	-	2 346
Fonds dédiés MADAGASCAR	163 851	346 141	32 830	60 801	416 361
Fonds dédiés MONGOLIE	6 133	-	-	-	6 133
Fonds dédiés NEPAL	1 318 185	469 756	-	387 493	1 400 449
Fonds dédiés AFRIQUE DE L'OUEST	4 873	-	-	-	4 873
Fonds dédiés POPULATIONS OUBLIES PARIS	56 418	-	-	-	56 418
Fonds dédiés CRISE SAHEL	36 652	757	-	-	37 409
Fonds dédiés SIERRA LEONE	3 555	-	-	-	3 555
Fonds dédiés SOMALIE	12 718	800	-	10 000	3 518
Fonds dédiés TCHAD	306 727	507 821	102 813	253 615	458 120
Fonds dédiés YEMEN	1 622	415	-	-	2 037
Fonds dédiés ZIMBABWE	11 573	169	-	-	11 742
Fonds dédiés CRISE SUD SOUDAN	90	590	-	-	680
Fonds dédiés CRISE SYRIENNE	71 706	-	-	60 570	11 136
Fonds dédiés VANUATU	-	-	-	-	-
Fonds dédiés PROGRAMMES D'URGENCE	18 577	-	-	-	18 577
Fonds dédiés REGION DU LAC TCHAD	-	25 866	-	-	25 866
TOTAL FONDS DEDIES FRANCE	6 416 538	3 015 170	748 105	3 627 370	5 056 233
FONDS DEDIES ACF ESPAGNE					
Fonds dédiés EQUATEUR	-	38 657	38 657	-	-
Fonds dédiés GUATEMALA	-	25	25	-	-
Fonds dédiés MALI /mission	28	12	12	28	-
Fonds dédiés NIGER /mission	-	-	-	-	-
Fonds dédiés PALESTINE	960	20	20	960	0
Fonds dédiés PHILIPPINES	197 747	2 414	-	200 161	-
Fonds dédiés SENEGAL	28 979	75 000	-	-	103 979
Fonds dédiés SYRIE	961	10 765	10 765	961	-
TOTAL FONDS DEDIES ESPAGNE	228 675	126 893	49 479	202 110	103 979
FONDS DEDIES ACF ETATS-UNIS					
Fonds dédiés NIGERIA	-	4 201	-	56	4 145
Fonds dédiés SUD SOUDAN	2 403	3 117	3 117	2 403	-
TOTAL FONDS DEDIES ETATS-UNIS	2 403	7 318	3 117	2 459	4 145
TOTAL FONDS DEDIES	6 647 616	3 149 381	800 701	3 831 939	5 164 357

Affectation des Fonds dédiés

Au cours de l'année 2016, le poste des fonds dédiés a évolué par de nouvelles affectations, d'une part, et par l'utilisation des fonds existants, d'autre part. Les nouvelles affectations proviennent de plusieurs origines :

- l'intégralité des dons affectés selon la décision des donateurs, par pays,
- les partenariats privés affectés, par pays,
- les affectations relatives à certaines manifestations notamment :
 - 75 % des dons nets collectés lors de la Course contre la Faim 2016 pour 3 659 K€ et qui ont été affectés sur quatre fonds : Haïti, Ethiopie, Tchad et Népal ;
 - 75% des dons collectés lors du Challenge Interentreprises pour 972 K€ et qui ont été affectés sur deux fonds : Djibouti et Madagascar ;
- les projets spécifiques affectés selon la volonté des donateurs.

Note 9 : Dettes

Les quatre principaux postes de dettes sont :

- Avances bailleurs de fonds,
- Dettes fournisseurs & comptes rattachés,
- Dettes fiscales & sociales,
- Dettes sur réseau international ACF.

Le poste « Avances bailleurs de fonds » est composé des soldes créditeurs des comptes relatifs aux subventions accordées par les bailleurs de fonds pour financer les missions. Un compte relatif à une subvention fait apparaître un solde créditeur lorsque les avances reçues, au titre de cette subvention, excèdent les sommes engagées par ACF, conformément au budget contractuel, à la date de clôture de l'exercice. En cas de solde débiteur, c'est-à-dire lorsque les sommes engagées par ACF excèdent le montant des avances reçues, il est inscrit à l'actif du bilan dans le poste « Créances bailleurs de fonds ».

Le poste « Avances bailleurs de fonds » se décompose comme suit au 31.12.2016 :

(en euros)	Total au 31.12.2016	Total au 31.12.2015
Union Européenne - ECHO	7 087 795	3 570 833
Union Européenne - Autres	3 079 526	1 417 607
Nations Unies	6 540 094	2 355 968
Gouvernement américain	580 643	249 456
Gouvernement français	3 956 175	1 774 513
Gouvernement britannique (DFID)	485 629	720 350
Gouvernement suédois (SIDA)	6 223 049	5 846 355
Autres gouvernements	5 597 571	1 414 780
Autres ONGs	91 173	230 992
Collectivités	1 661 705	746 025
Divers Bailleurs	4 482 786	1 750 362
Total Avances bailleurs de fonds	39 786 146	20 077 241

Le poste « Divers bailleurs » comprend les collectes du réseau ACF International pour les pays sur lesquels ACF France intervient, des fonds privés, ainsi que subventions reçues non affectées. Le total des avances bailleurs est en augmentation par rapport à 2015 (+ 19 709 K€). Notons que le solde entre les créances et les avances est créditeur de 3 431 K€ (débitaire de 6 114 K€ en 2015).

Le poste « Dettes fournisseurs & comptes rattachés » comprend les dettes sur achats liées à l'activité courante de l'Association (les missions sociales, la collecte de fonds et le fonctionnement du siège), les dettes sur immobilisation et les charges à payer sur factures non parvenues. Au 31/12/2016, ce poste se compose principalement de dettes fournisseurs pour 3 084 K€ (2 456 K€ en 2015) et de factures non parvenues pour 1 009 K€ (1 221 K€ en 2015).

Le poste « Dettes fiscales & sociales » comprend :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015
Personnel et comptes rattachés	169 456	265 433
Provision congés payés et CET	1 945 676	2 165 198
Organismes sociaux et fiscaux	3 142 383	2 483 522
Total Dettes fiscales & sociales	5 257 516	4 914 152

Enfin, les échéances des dettes sont les suivantes :

(en euros)	Total au 31.12.2016	Échéance	
		< 1 an	> 1 an
Emprunts et dettes auprès des établissements de	-	-	
Avances bailleurs de fonds	39 786 146	39 786 146	
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	4 100 709	4 100 709	
Dettes fiscales & sociales	5 257 516	5 257 516	
Autres dettes	4 084 719	2 724 367	1 360 352
Dettes sur réseau international ACF	2 668 897	2 668 897	
Total	55 897 986	54 537 634	

La dette à plus d'un an concerne la franchise due au titre du loyer du bureau de Clichy, étalée sur 9 ans, de 2014 à 2023.

La répartition des dettes sur le réseau international ACF au cours des trois derniers exercices est la suivante :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Dettes sur ACF Etats-Unis	1 086 513	730 035	916 896
Dettes sur ACF Royaume-Uni	868 250	1 051 908	764 293
Dettes sur ACF Espagne	540 667	434 556	1 316 063
Dettes sur ACF Canada	173 467	202 672	152 644
Total Dettes sur le réseau ACF	2 668 897	2 419 171	3 149 896

Les dettes sur le réseau ACF (Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne et Canada) sont constituées de :

- la refacturation par le réseau au coût d'achat de matériels et fournitures acquis via leur service achats pour le compte d'ACF ;
- la refacturation croisée au coût de revient de personnels expatriés sous contrat avec une entité du réseau et mis à disposition d'ACF pour ses missions.

Note 10 : Engagements Hors Bilan

Engagements donnés :

Compte tenu de la moyenne d'âge des salariés d'ACF ainsi que du « turnover » élevé, l'impact des provisions pour retraite est considéré comme négligeable et n'a pas été calculé.

ACF France a signé le bail pour les locaux de son siège à Clichy en octobre 2013. L'engagement restant au 31.12.2016 donné jusqu'en février 2023 pour le paiement des loyers et des charges locatives s'élève à 7 150 K€ (8 170 K€ en 2015).

Engagements reçus :

Le montant estimé des legs de valeurs ou biens acceptés par le Conseil d'Administration et qui ne sont pas réalisés à la clôture de l'exercice s'élève 2,1 M€.

Engagements donnés et reçus :

Les produits relatifs aux conventions signées avec les bailleurs de fonds sont comptabilisés au fur et à mesure de l'exécution des projets. Parmi les conventions en cours de réalisation, la part de financement supérieure aux dépenses engagées s'élève à 72 342 K€ (68 264 K€ en 2015).

Les transferts financiers liés aux distributions de coupons (vouchers) en Irak sont comptabilisés en compte de bilan et n'ont pas été comptabilisés dans les comptes de charges et de produits d'exploitation. Ils s'élèvent sur 2016 à 12 913 K€ (21 189 K€ en 2015).

L'accord signé entre ACF France et ACF Etats-Unis en novembre 2016, pour le transfert de management de six pays entre les deux sièges, prévoit que le siège d'origine apporte pendant deux ans un soutien financier au nouveau siège afin de couvrir les coûts de structure des missions.

En prenant en compte les dates d'échanges prévues à ce jour :

- ACF France apportera un soutien financier total et maximum de 2 884 K€ à ACF Etats-Unis,
- ACF Etats-Unis apportera un soutien total et maximum de 1 437 K€ à ACF France.

Note 11 : Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature dont a bénéficié l'Association au cours de l'exercice ne sont pas directement valorisées dans les comptes. Elles apparaissent en pied du compte de résultat et sont de plusieurs natures.

Les contributions volontaires relatives aux programmes terrain portent essentiellement sur la fourniture de denrées alimentaires en provenance de l'UNICEF ou du Programme Alimentaire

Mondial et concernent principalement neuf pays à hauteur de 8 739 K€. La valorisation a été établie exclusivement sur les produits livrés en 2016 pour lesquels une preuve de livraison existe sous la forme d'un bon de livraison daté et pour lesquels une valorisation vérifiable est disponible, sous la forme suivante :

- Le prix est fourni par le donateur ;
- Le prix est établi sur la base d'un dossier d'achat ACF portant sur les mêmes produits et pour la même période que celle à laquelle les dons ont été reçus. Ce dossier d'achat peut avoir été établi par la mission sur le terrain ou par le service achat du siège, sur la base des procédures d'achat en vigueur acceptées par les bailleurs de fonds ;
- Le prix est établi sur la base d'une cotation locale ou internationale si le produit n'est pas disponible dans le pays.

Lorsque les deux conditions (preuve de livraison et valorisation vérifiable) sont réunies, les dons en nature sont valorisés. Lorsque l'une des conditions n'est pas remplie, les dons ne sont pas valorisés.

Le détail par Pays de ces deux types de contribution est le suivant :

(en euros)	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Afghanistan			91 707
Bangladesh	536 059	176 564	177 867
Birmanie	176 610	423 931	364 410
Burkina Faso			
République de Centrafrique	906 132	1 298 925	1 732 116
Côte d'Ivoire			
Djibouti			
Ethiopie	4 007 302	1 773 278	960 339
Haiti	162 029	30 354	102 126
Indonésie			
Irak	2 280 692	3 044 593	5 445 242
Cameroun	93 094		
Libéria		62 522	
Philippines			
Madagascar		23 694	23 140
Mongolie			14 061
Népal			
Siera Leone	514		
Somalie	307 081	104 546	45 858
Tchad	26 973	668 469	1 023 939
Zimbabwe			
Yemen	242 501		231 310
Transferts stocks toutes missions			
Total Contributions en nature	8 738 987	7 606 877	10 212 115

D'autres types de contributions en nature n'ont pas été valorisés, faute d'éléments justificatifs ou de méthodes de valorisation solides. Il s'agit, notamment, des dons aux missions non affectés aux programmes ou du bénévolat en France. Les montants indiqués représentent donc une vue partielle des contributions en nature.

Note 12 : Subventions

Les « Subventions » regroupent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics (Union Européenne, Nations Unies, Etats et autres institutions publiques) quelles qu'en soient les destinations, ainsi que les financements spécifiques gérés comme subventions (financements en provenance du réseau international ACF, partenaires...).

La comptabilisation de ces produits dans le compte de résultat est faite en fonction de l'avancement des projets subventionnés et conformément aux engagements contractuels des bailleurs (dates d'éligibilité des dépenses, budget alloué, nature des charges financées et mode de remboursement des coûts engagés).

Le suivi de l'avancement est réalisé par le biais de la comptabilité analytique qui permet de connaître précisément les dépenses et les engagements par projet, comparée au budget contractuel. En cas de risque de reversement d'une partie d'une subvention engagée, une provision pour risque est constituée.

La méthode retenue par ACF se traduit dans la présentation des états financiers de l'Association de la façon suivante :

- Au compte de résultat : les dépenses engagées pour les missions figurent en charges et se reflètent à l'identique dans les produits ce qui aboutit à une absence d'impact sur le résultat de l'exercice, puisqu'il s'agit de dépenses engagées sur les missions et qui sont financées intégralement par les bailleurs de fonds.
- Au bilan : à partir de 2016, les dépenses à rembourser par les bailleurs de fonds ne sont plus constatées en produits à recevoir mais directement en créances. Le poste « Avances bailleurs de fonds » au passif constate principalement les fonds qui sont reçus et qui excèdent l'avancement ou la réalisation des contrats.

La part des financements accordés non encore engagée sur l'exercice n'est pas comptabilisée à la clôture de l'exercice et n'apparaît donc pas au débit du poste "Autres créances" et au crédit du poste "Produits constatés d'avance". Elle fait l'objet d'une évaluation dans les engagements hors bilan de l'annexe (cf. Note 10).

Note 13 : Informations sur les effectifs et rémunérations du personnel

- **Effectifs, moyenne d'âge et ancienneté**

La variation des effectifs et la ventilation par catégorie sont les suivantes :

Effectif moyen	2016	2015
Salariés en France au siège	266	240
Salariés expatriés sur les missions d'ACF France	261	257
Salariés nationaux sur les missions d'ACF France	4027	3500

hors contrats en alternance, stagiaires et bénévoles

La moyenne d'âge et l'ancienneté de l'effectif salarié en France ou des expatriés sont les suivantes :

Moyenne d'âge au 31 décembre	2016	2015
Salariés en France au siège	36,0	36,4
Salariés expatriés sur les missions	36,9	37,6

Ancienneté au 31 décembre	2016	2015
Salariés en France au siège	3,7	3,5
Salariés expatriés sur les missions	2,3	3,0

- **Rémunérations au siège**

La moyenne mensuelle des salaires bruts au siège (13^e mois inclus) au 31 décembre est la suivante :

Salaires bruts moyens au siège (13eme mois inclus) au 31 décembre de l'année	2016	2015
10 plus hauts salaires	5 630 €	5 711 €
10 plus bas salaires	2 227 €	2 122 €
Salaire le plus élevé	6 852 €	6 900 €
Salaire le moins élevé	1 872 €	1 861 €
Salaire moyen	3 228 €	3 219 €

hors contrat en alternance

Les rémunérations brutes annuelles versées aux membres du Comité de Direction sont les suivantes :

Rémunérations annuelles brutes du Comité de Direction	2016	2015
Directeur Général* (jusqu'en avril 2016)	38 477 €	82 800 €
Directeur Général (depuis avril 2016)	61 339 €	
Directeur de la Communication et du Développement* (jusque décembre 2016)	75 960 €	80 597 €
Directeur des Ressources Humaines	70 023 €	76 567 €
Directeur Scientifique et Technique		45 337 €
Directeur des Opérations* (jusqu'en octobre 2016)	83 455 €	71 146 €
Directeur des Opérations (depuis août 2016)	30 122 €	
Directeur Administratif et Financier	72 288 €	90 311 €
Directeur Logistique et Systèmes d'information	77 767 €	71 381 €
Directeur Expertise et Plaidoyer	73 735 €	68 485 €
Directeur Stratégie et Analyse* (jusqu'en mars 2016)	21 595 €	66 664 €

* inclus les indemnités compensatrices de congés payés et compte épargne temps

Les salariés ne perçoivent aucune rémunération accessoire de type intéressement et/ou participation et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Les membres du Comité de Direction bénéficient des plus hautes rémunérations de l'Association. Par ailleurs, le Président et les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération de l'Association mais ont droit au remboursement de leurs frais de représentation selon les procédures en vigueur.

Le montant des frais professionnels remboursés par l'Association aux membres du Comité de Direction au titre de l'exercice 2016 s'élève à 20 K€ (55 K€ en 2015). Le montant des frais remboursés par l'Association aux Administrateurs pour le même exercice s'élève à 9 K€ (12 K€ en 2015).

Note 14 : Honoraires du Commissaire aux Comptes

Des honoraires ont été versés au Commissaire aux Comptes en 2016 dans le cadre de sa mission d'audit légal. Il n'y a pas eu d'audit de contrats de programmes terrain (à la charge des bailleurs institutionnels) cette année. Les montants des honoraires sont les suivants :

- Honoraires concernant l'audit légal : 96 K€ TTC (78 K€ en 2015).

Note 15 : Proposition d'affectation du résultat 2016

Le Conseil d'Administration d'ACF France propose à l'Assemblée Générale du 17 juin 2017 de se prononcer sur la proposition d'affectation du résultat déficitaire 2016 de -4 375 530 € dont 3 856 599 € de dépenses utilisées dans la réserve pour projets associatifs. Soit une affectation de 518 751 € de déficit sur les fonds associatifs selon le tableau ci-dessous :

(en euros)	Au 31.12.2016 (avant affectation du résultat 2016)	Affectation du résultat 2016		Au 31.12.2016 (après affectation du résultat 2016)
		Diminution	Augmentation	
Fonds associatifs	25 261 252	518 751		24 742 502
Réserves pour projet associatif dont :	18 765 501	3 856 599		14 908 902
- Recherche Appliquée	1 272 487	223 149		1 049 338
- Programmes opérationnels	9 783 905	2 586 270		7 197 635
- Développement international	5 197 109	1 047 180		4 149 929
- Développement du Système d'Informc	2 512 000			2 512 000
Résultat de l'exercice	-4 375 350	-4 375 350		0
TOTAL FONDS PROPRES	39 651 404	0	0	39 651 404

Compte d'Emploi des Ressources 2016

EMPLOIS	Emplois de 2016 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2016 (3)
1 - MISSIONS SOCIALES	142 046 761	29 555 336
1.1 - MISSIONS SOCIALES REALISEES EN FRANCE	2 689 758	
Actions réalisées directement	2 689 758	
Versements à d'autres organismes agissant en France	0	
1.2 - MISSIONS SOCIALES REALISEES A L'ETRANGER	139 357 003	
Actions réalisées directement	128 553 894	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	10 803 109	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	13 730 151	12 929 170
2.1 - FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC	12 403 447	
2.2 - FRAIS DE RECHERCHE DES AUTRES FONDS PRIVES	800 981	
2.3 - CHARGES LIEES A LA RECHERCHE DE SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	525 723	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	8 530 606	378 151
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	164 307 518	42 862 657
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	6 842 045	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	2 348 680	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	0	
V - TOTAL GENERAL	173 498 243	
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		650 817
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		51 799
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		43 461 675
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales	8 738 987	
Frais de recherche de fonds		
Frais de fonctionnement et autres charges		
TOTAL	8 738 987	

RESSOURCES	Ressources collectées sur 2016 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2016 (4)
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DEBUT D'EXERCICE		25 374 848
1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	39 119 742	39 119 742
1.1 - DONS ET LEGS COLLECTÉS	34 183 576	
Dons manuels non affectés	32 756 195	
<i>Dons ponctuels</i>	13 662 795	
<i>Prelevements automatiques</i>	19 093 400	
Dons manuels affectés	383 632	
Legs et autres libéralités non affectés	1 043 749	
Legs et autres libéralités affectés	0	
1.2 - AUTRES PRODUITS LIÉS A L'APPEL A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	4 936 165	
Autres produits liés à la générosité du public affectés	2 048 770	
Autres produits liés à la générosité du public non affectés	2 887 396	
2 - AUTRES FONDS PRIVÉS	3 386 816	
Mécenat et parrainage non affectés	1 253 486	
Mécenat et parrainage affectés	716 979	
Subventions d'origine privé affectés	1 416 351	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	113 438 090	
4 - AUTRES PRODUITS	4 759 451	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	160 704 099	
II - REPRISES DES PROVISIONS	4 586 856	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	3 831 939	
IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		-821 119
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	4 375 350	
VI - TOTAL GENERAL	173 498 243	38 298 622
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		43 461 675
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		20 211 795
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	-	
Prestations en nature	144 504	
Dons en nature	8 594 483	
TOTAL	8 738 987	

NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

1^{ère} PARTIE - GENERALITES

- Le Compte d'Emploi des Ressources d'Action Contre la Faim France est établi selon les principes dictés par la loi n°91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993 sur la présentation des comptes des associations.
- Depuis l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005, le Compte d'Emploi des Ressources est intégré dans l'annexe des comptes annuels. Il est accompagné des informations relatives à son élaboration.
- Suite à la publication en avril 2008 de l'avis du Conseil National de la Comptabilité et à l'homologation du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2008-12 par arrêté du 11 décembre 2008, un nouveau modèle de compte annuel d'Emploi des ressources doit être établi par les associations faisant appel à la générosité du public à compter du 1^{er} janvier 2009.
- Le Compte d'Emploi des Ressources est établi en adéquation avec les éléments du Compte de résultat pour donner :
 - une information globale de l'ensemble des emplois (colonne 1) et des ressources (colonne 2) de l'exercice,
 - l'affectation par emplois (colonne 3) des seules ressources collectées auprès du public ainsi que le suivi des ressources collectées antérieurement à l'exercice en cours (colonne 4).
- Les emplois du Compte d'Emploi des Ressources sont ventilés, à partir de la comptabilité analytique de l'Association, dans trois rubriques d'emploi qui sont les Missions Sociales, les Frais de Recherche de Fonds et les Frais de Fonctionnement.
- La très grande majorité des coûts est affectée directement à l'une des rubriques du Compte d'Emploi des Ressources à partir de la comptabilité analytique. Les coûts directs sont ainsi affectés aux services et activités concernés.
- Néanmoins, certaines dépenses sont liées à des actions qui peuvent être rattachées à plusieurs rubriques du Compte d'Emploi des Ressources. Dans ces cas particuliers, ces charges indirectes sont alors ventilées entre les différentes rubriques. Cette ventilation concerne les dépenses suivantes :
 - Les frais de suivi, de gestion administrative et de recrutement des ressources humaines du siège sont ventilés sur les différentes rubriques en fonction du nombre, prévu au budget annuel, de collaborateurs permanents du siège directement affectés à chaque type d'emplois ;
 - Les frais liés à la gestion comptable et au développement des procédures et outils financiers sont imputés pour moitié en support aux opérations et pour moitié en frais de fonctionnement ;
 - Les coûts des Directions Logistique, Ressources Humaines, Administrative et Financière et de la Communication et du Développement sont ventilés sur les différentes rubriques en fonction du nombre, prévu au budget annuel, de collaborateurs permanents des départements concernés et affectés à chaque type d'emplois ;
 - Les frais généraux du siège (loyers, fluides, entretien, gardiennage, ménage, photocopieurs, affranchissements...) sont ventilés sur les différentes rubriques en fonction du nombre, prévu au budget annuel, de collaborateurs permanents du siège affectés à chaque type d'emplois.

D'autre part, la Course contre la Faim est un événement pédagogique qui vise notamment à sensibiliser les jeunes aux problèmes de la faim dans le monde. Les frais d'organisation de la Course contre la Faim et les frais d'animation des délégations régionales sont imputés pour moitié dans les dépenses de sensibilisation du public et pour moitié en frais de recherche de fonds.

2^e PARTIE - LES EMPLOIS 2016 (colonne 1)

Les différentes rubriques d'emploi comprennent à la fois les charges externes (achats, honoraires, déplacements...) et les salaires des personnels affectés à ces rubriques (cf. tableau de passage du Compte de résultat au Compte d'Emploi des Ressources).

Deux changements de méthode de présentation, sans incidence sur le résultat de l'exercice ni sur les fonds propres à l'ouverture, ont été effectués :

- Un premier changement de méthode a été effectué sur l'ensemble des amortissements liés aux frais généraux du siège. Dans le rapport financier 2015, les amortissements relatifs à ces frais généraux étaient inclus dans la rubrique « Dotation aux amortissements » du total « Frais de fonctionnement ». Ces dépenses sont désormais ventilées de la même manière que ces frais généraux dans les différentes rubriques de charges du Compte d'Emploi des Ressources.
- Le second changement de méthode concerne la répartition des charges communes liées à la masse salariale (médecine du travail, comité d'entreprise, mutuelle, formation, etc...). Jusqu'à cette année, ces charges n'étaient pas réparties sur la masse salariale liées aux projets informatiques. Le changement de méthode impacte tous les montants de masse salariale du siège.

La colonne « 2015 pro forma » permet ainsi de comparer les données reclassées.

2.1 – MISSIONS SOCIALES

Nos missions sociales sont définies dans les statuts de l'Association et explicitées dans son projet associatif. Les dépenses affectées aux missions sociales regroupent l'ensemble des charges engagées pour chacune des missions sociales d'ACF en conformité avec son objet statutaire.

2.1.1 – Missions Sociales réalisées en France

- Actions réalisées directement

Les actions réalisées en France regroupent les frais liés à l'organisation des manifestations et opérations de sensibilisation du public ainsi que les dépenses de communication et de publicité si elles ne sont pas associées à des appels aux dons.

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Evénements de communication et manifestations	1 006 103	906 501	906 082
Communication et publicité	467 387	643 724	643 724
Frais d'organisation des campagnes d'information et de sensibilisation	1 216 268	1 136 218	1 112 808
Total Missions sociales réalisées directement en France	2 689 758	2 686 443	2 662 614

- **Versements à d'autres organismes agissant en France**

Action Contre la Faim ne finance aucun organisme en France.

2.1.2 – Missions Sociales réalisées à l'étranger

- **Actions réalisées directement**

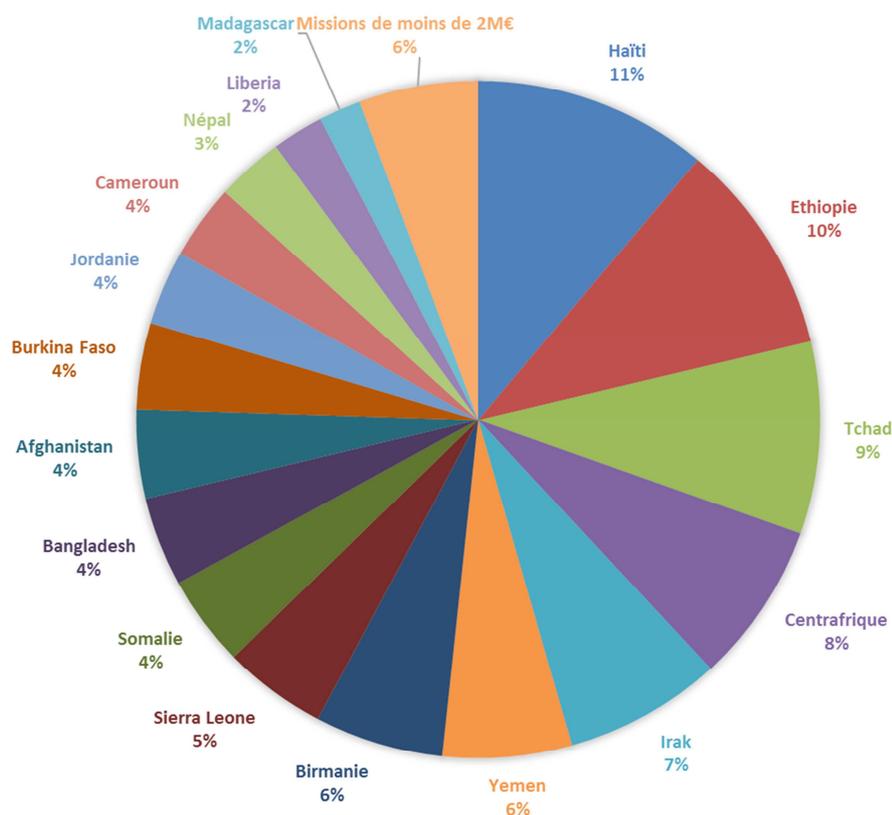
Les Missions Sociales réalisées directement à l'étranger se décomposent en quatre postes :

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Dépenses opérationnelles	111 637 312	110 243 620	110 243 620
Autres projets opérationnels	1 622 655	1 410 056	1 410 056
Support aux opérations	13 895 446	11 752 380	11 574 148
Personnels expatriés sur missions aux autres sièges	1 398 482	1 413 216	1 413 216
Total Missions sociales réalisées directement à l'étranger	128 553 894	124 819 272	124 641 040

- **Dépenses Opérationnelles**

Le poste « Dépenses Opérationnelles » comprend les frais relatifs à la réalisation des programmes sur le terrain : ressources humaines présentes sur le terrain, moyens logistiques et achats de matériels et fournitures (nutrition, hydraulique, santé mentale et médicale et sécurité alimentaire).

(en euros)	2016	2015
Afghanistan	4 729 512	5 223 200
Bangladesh	4 755 873	4 743 646
Birmanie	6 798 219	7 609 388
Burkina Faso	4 579 885	5 513 738
Cameroun	3 958 143	2 330 280
Centrafrique	8 557 721	7 531 514
Côte d'Ivoire	1 283 522	1 207 442
Djibouti	1 237 476	934 752
Ethiopie	11 360 433	7 087 132
Haïti	12 387 232	9 036 605
Inde	619 868	692 620
Indonésie	636 769	615 907
Irak	8 335 997	13 594 032
Jordanie	3 973 698	2 142 058
Libéria	2 724 840	6 060 752
Madagascar	2 228 150	1 848 624
Bureau régional Moyen-Orient	158 763	0
Mongolie	0	605 585
Népal	3 565 965	2 872 047
Sierra Leone	5 477 474	7 342 853
Somalie	4 826 772	6 414 176
Tchad	10 211 094	8 351 882
Ukraine	1 611 855	538 504
Yemen	6 831 981	7 010 339
Zimbabwe	378 049	578 584
Missions fermées et charges diverses	408 020	357 960
Total Dépenses Opérationnelles	111 637 312	110 243 620



Le volume des dépenses opérationnelles est, en 2016, proche de celui de 2015. Cette réalité ne doit cependant pas masquer les évolutions de nos activités à travers le monde. Ainsi, si le Libéria et la Sierra Léone ont vu leurs activités fortement diminuer avec la fin de la crise Ebola, le Tchad et le Cameroun ont fortement cru du fait de la crise liée à Boko Haram dans l'est du Nigéria. Il en est de même pour l'Ethiopie qui a répondu au début de sécheresse causée par El Nino en ouvrant de nouvelles bases et Haïti, qui en plus de gros projets a répondu à l'urgence provoquée par le cyclone Matthew. Enfin, nos activités en Ukraine ont triplé de volume entre 2015 et 2016.

- **Autres projets opérationnels**

Ce poste concerne les projets non directement liés à un pays sur le terrain et financés sur fonds dédiés ou par des partenaires. Il s'agit notamment des activités de recherche scientifique et technique qui ont pour objectif d'augmenter et de partager les connaissances à l'international et d'améliorer la qualité des pratiques mises en œuvre au sein des programmes de terrain.

(en euros)	2016	2015
Total Autres projets opérationnels	1 622 655	1 410 056

- **Support aux opérations**

Ce poste regroupe les frais directs ou indirects du siège relatifs à la gestion et à l'appui des activités des missions sociales réalisées à l'étranger et notamment :

- les coûts de suivi, de gestion, de recrutement et de formation des ressources humaines,
- les coûts d'appui technique aux opérations et notamment l'expertise en nutrition, sécurité alimentaire et eau/assainissement,
- la coordination et le pilotage des programmes par les départements opérationnels,
- les activités de plaidoyer et de mobilisation,
- la coordination logistique et la gestion des achats pour les missions,
- les frais liés à la gestion administrative et comptable, le contrôle financier des missions et le contrôle interne

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Gestion des Ressources Humaines	3 466 953	2 421 796	2 388 968
Appui technique aux opérations, recherche scientifique et plaidoyer	3 019 494	2 376 068	2 345 467
Coordination et pilotage des programmes	5 367 847	5 276 153	5 188 284
Coordination logistique	755 100	898 100	885 037
Gestion administrative et financière, contrôle et audit interne	1 286 052	780 263	766 392
Total Support aux Opérations	13 895 446	11 752 380	11 574 148

De nombreuses réorganisations ont eu lieu aux départements des Ressources Humaines, des Opérations et de la Finance entre fin 2015 et début 2016. Ils ont généré des transferts de charges entre ces différents départements. Il est aussi important de noter le maintien d'une structure renforcée aux Opérations et aux Ressources Humaines sur l'ensemble de l'année 2016 (quand le renforcement n'avait été initié qu'au second semestre 2015). Par ailleurs, des investissements ont été lancés pour développer nos capacités techniques, financières et en Ressources Humaines et assurer la qualité de nos missions.

- **Personnels expatriés sur missions des autres sièges**

Ce poste comprend le coût des expatriés affectés sur des missions gérées par un autre siège du réseau international (le coût est pris en charge et est compensé par un produit affecté aux missions sociales).

(en euros)	2016	2015
Charges de salariés expatriés sous contrat ACF et mis à disposition d'autres sièges	1 398 482	1 413 216
Personnels expatriés sur missions des autres sièges	1 398 482	1 413 216

- **Versements à un organisme central ou d'autres organismes**

Ce poste comprend les donations ou subventions au réseau international.

(en euros)	2016	2015
Soutien au Réseau International	523 464	687 969
Subventions pour le financement de programmes des autres sièges	10 279 645	7 208 719
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	10 803 109	7 896 688

Détail des programmes par pays des autres sièges :

(en euros)	2016	2015
Pakistan	3 613 276	
Congo RDC	902 098	
Ouganda	630 188	
Nigeria	361 674	
Sud Soudan	5 520	
Total dépenses ACF US	5 512 756	4 625 427
Mali	1 122 982	
Colombie	934 481	
Niger	923 272	
Philippines	518 979	
WARO	387 609	
Malawi	365 597	
Equateur	251 323	
Palestine	95 485	
Syrie	11 476	
Guatemala	25	
Total dépenses ACF Espagne	4 611 229	2 542 294
Total dépenses ACF Canada	155 660	40 998
Total dépenses opérationnelles	10 279 645	7 208 719

2.2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

Cette rubrique regroupe l'ensemble des dépenses engagées pour collecter les dons notamment d'origine privée. Toutes les charges relatives à des campagnes de collecte de fonds engagées au cours d'un exercice sont rattachées à cet exercice.

2.2.1 – Frais d'appel à la générosité du public

Ce poste regroupe l'ensemble des frais relatifs aux appels de dons auprès du grand public : charges directes des opérations (marketing direct, legs, Course contre la Faim pour moitié), frais de suivi et de gestion des campagnes et coûts de traitement des dons.

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Frais d'appel de dons	7 136 901	6 743 767	6 743 767
Dons ponctuels	4 599 208	4 413 785	4 413 785
Prélèvements automatiques	2 537 693	2 329 982	2 329 982
Frais de manifestations	161 912	51 255	51 255
Gestion des campagnes et de traitement des dons	4 849 635	4 557 443	4 510 594
ACF Development	255 000	250 000	250 000
Frais d'appel à la générosité du public	12 403 447	11 602 465	11 555 616

Les frais d'appel à la générosité du public ont augmenté entre 2015 et 2016. Les frais d'appel de dons progressent suite à l'intensification des opérations de prospection de donateurs en dons ponctuels et en prélèvements automatiques.

2.2.2 – Frais de recherche des autres fonds privés

Ce poste comprend les dépenses effectuées en vue de récolter des fonds auprès des entreprises.

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Frais de recherche des autres fonds privés	800 981	590 923	608 304

2.2.3 – Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics

La recherche de subventions auprès des bailleurs institutionnels ou des collectivités est faite aussi bien sur les missions que par plusieurs services du siège. Ces frais correspondent au coût de notre direction des Relations Bailleurs au siège.

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Frais de recherche de subventions et autres concours publics	525 723	405 721	405 505

2.3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Cette rubrique regroupe les frais relatifs au fonctionnement de la structure et des services généraux du siège d'ACF, aux Systèmes d'information ainsi que les charges financières et les charges exceptionnelles.

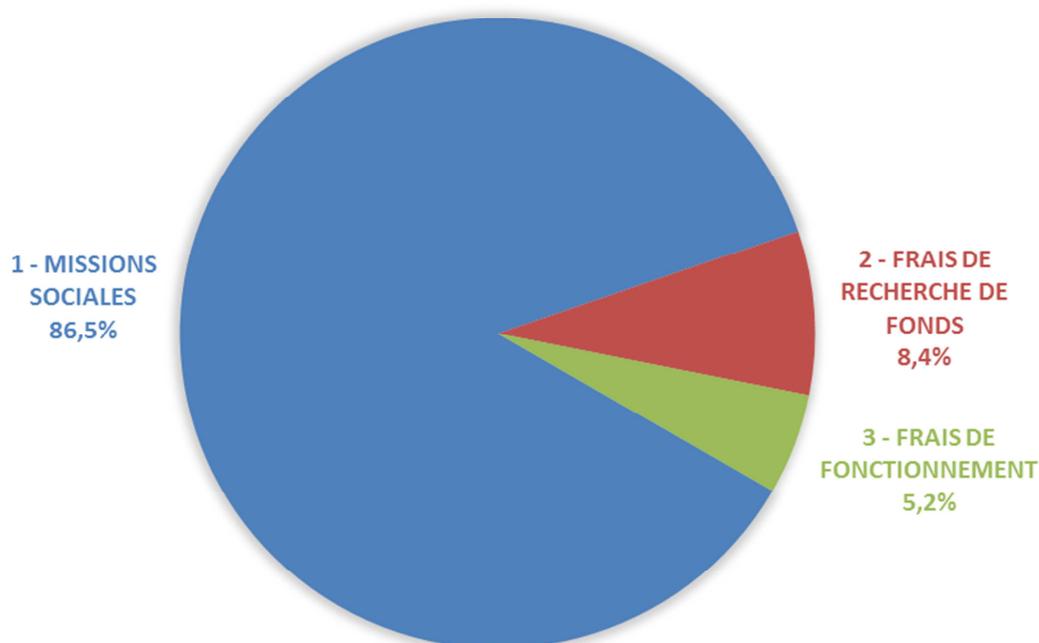
Suite au changement de méthode de comptabilisation sur les amortissements liés aux frais généraux, la rubrique « dotation aux amortissements » qui existait jusqu'en 2015 disparaît. Les amortissements sont désormais intégrés dans chaque sous-rubrique des annexes du Compte d'Emploi des Ressources et non sur une seule rubrique des « frais de fonctionnement » (ici, « coûts de structure et des services généraux du siège »).

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Coûts de structure et des services généraux du siège	6 732 012	5 348 515	5 157 990
Frais financiers	1 463 358	906 122	906 122
Charges exceptionnelles	335 237	214 791	214 791
Dotations aux amortissements	0	0	440 032
Total Frais de Fonctionnement	8 530 606	6 469 428	6 718 935

L'augmentation en 2016 des frais financiers s'explique principalement par les pertes de change liées à la dépréciation de la livre sterling par rapport aux autres devises fortes. La hausse des coûts de structure, quant à elle, s'explique en partie par un fort investissement dans les dépenses liées à nos projets de refonte de nos systèmes d'informations et services afférents (+734 K€), et par la création d'un service « Audit, Risques et Conformité » (253 K€).

2.4 – REPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION (colonne 1)

Ce graphique présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois du Compte d'Emploi des Ressources (total I).



2.5 - TABLEAU DE PASSAGE DU COMPTE DE RESULTAT AU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

En milliers d'euros	CHARGES DE PERSONNEL	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	CHARGES FINANCIERES	CHARGES EXCEPTION.	IMPOT SUR LES SOCIETES	ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	TOTAL
MISSIONS SOCIALES	65 724	74 467	1 805	51			142 047
FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 534	10 941		255			13 730
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 573	3 159	1 463	335	0		8 531
TOTAL DES EMPLOIS	71 831	88 567	3 268	642	0	0	164 308

3^e PARTIE - LES RESSOURCES 2016 (colonne 2)

3.1 – RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

Les « Ressources collectées auprès du public » correspondent à l'ensemble des dons des particuliers. Les dons des particuliers collectés dans le cadre de partenariats avec des entreprises (produits financiers solidaires proposés par des établissements bancaires par exemple) sont également présentés dans cette rubrique.

Le poste « Dons manuels » regroupe l'ensemble des dons collectés grâce aux actions de marketing direct. Ils sont utilisés, en conformité avec les messages d'appel de fonds, pour concourir au financement des actions d'ACF. Le cas échéant, des fonds dédiés sont créés pour suivre les affectations concernées.

3.1.1 – Dons et legs collectés

(en euros)	2016	2015
Dons ponctuels	13 662 795	14 378 634
Prélèvements automatiques	19 093 400	18 446 991
Dons manuels non affectés	32 756 195	32 825 626
Dons manuels affectés	383 632	1 325 756
Legs et autres libéralités non affectés	1 043 749	1 767 962
Legs et autres libéralités affectés	0	0
Total dons et legs collectés	34 183 576	35 919 344

La collecte 2016 des dons et legs est inférieure à celle de 2015 qui avait connu une forte mobilisation des donateurs pendant l'urgence Népal.

3.1.2 – Autres produits liés à l'appel à la générosité du public

Ce poste regroupe l'ensemble des dons privés collectés lors de manifestations (Course contre la Faim par exemple) ou dans le cadre de produits financiers solidaires.

(en euros)	2016	2015
Course contre la Faim et délégations non affectés	1 715 066	1 827 105
Autres manifestations	850 278	680 572
Produits financiers solidaires	311 652	363 571
Autres opérations	10 400	8 200
Autres produits liés à la générosité du public non affectés	2 887 396	2 879 448

(en euros)	2016	2015
Course contre la Faim et délégations affectés	2 048 770	2 236 214
Autres manifestations	0	36 097
Produits financiers solidaires	0	0
Autres opérations	0	5 146
Autres produits liés à la générosité du public affectés	2 048 770	2 277 457

Total Autres produits liés à la générosité du public	4 936 165	5 156 905
---	------------------	------------------

3.2 – AUTRES FONDS PRIVÉS

Les « Autres fonds privés » regroupent les dons des entreprises obtenus dans le cadre de mécénat et les subventions d'origine privée.

(en euros)	2016	2015
Mécénat et partenariats non affectés	1 253 486	998 817
Mécénat et partenariats affectés	716 979	1 257 799
Subventions d'origine privée affectées	1 416 351	2 443 898
Autres fonds privés	3 386 816	4 700 514

La diminution des « Autres fonds privés » entre 2015 et 2016 s'explique notamment par la baisse des subventions d'origine privée affectée concernant l'urgence Ebola en Sierra Leone.

3.3 – SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Les « Subventions et autres concours publics » regroupent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics (Union Européenne, Nations Unies, Etats et autres institutions publiques) ainsi que les financements spécifiques gérés comme subventions (financements en provenance ou à destination du réseau international notamment).

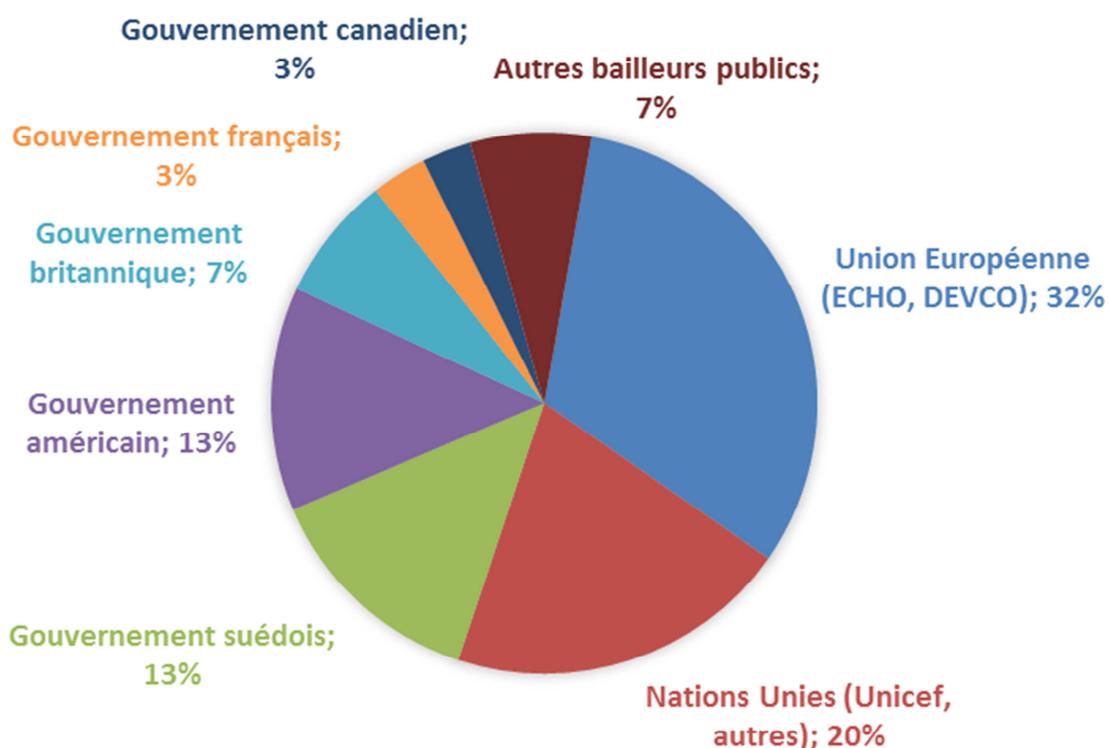
Les subventions peuvent être perçues selon deux canaux :

- par le siège d'ACF en France,
- ou directement par les missions.

(en euros)	2016	2015 pro forma	2015
Union Européenne - ECHO	29 205 698	23 216 755	23 216 755
Union Européenne - DEVCO	7 001 270	9 535 320	9 535 320
Nations Unies - Unicef	8 575 337	8 431 340	8 567 295
Nations Unies - Autres	14 576 529	13 601 408	13 843 443
Gouvernement suédois	15 281 228	12 726 548	12 786 788
Gouvernement américain	15 166 885	16 017 727	16 596 988
Gouvernement britannique	8 473 877	12 161 981	12 660 073
Gouvernement français	3 725 718	2 719 614	2 719 614
Gouvernement canadien	3 306 133	5 209 345	5 209 345
Gouvernement suisse	1 784 320	1 525 923	1 526 725
Gouvernement allemand	1 686 014	348 265	348 265
Autres gouvernements	1 124 450	1 503 739	1 505 928
Autres institutions publiques	2 607 016	2 575 491	2 588 165
Divers bailleurs	923 616	950 603	986 959
Total Subventions	113 438 090	110 524 060	112 091 662
Ajustement sur les produits d'exploitation			-1 567 602
Total Subventions & Autres concours publics	113 438 090	110 524 060	110 524 060

Entre 2015 et 2016, le volume de subventions et autres concours publics est en légère croissance (+3%).

L'ajustement sur les produits d'exploitation qui faisait suite à l'évolution de la méthode de comptabilisation des Produits à recevoir est réparti par bailleur en 2016 et en 2015 dans la colonne « 2015 pro forma ».



3.4 – AUTRES PRODUITS

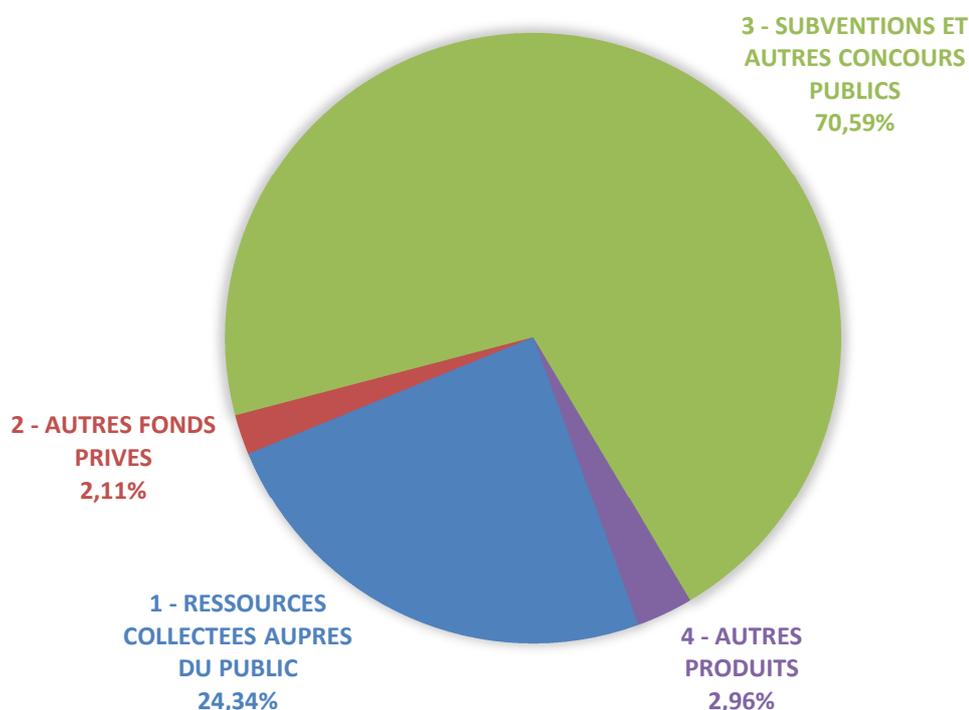
Les « Autres produits » regroupent les ressources non liées à la recherche de fonds privés ou publics. Ils sont distingués en deux postes principaux :

- Autres produits liés aux missions sociales : il s'agit notamment des gains de change et produits exceptionnels constatés sur les missions, ainsi que de la prise en charge par les autres sièges ACF des expatriés affectés sur une de leurs missions.
- Autres produits non affectés de l'association : gains de change et produits financiers du siège principalement.

(en euros)	2016	2015
Autres produits affectés aux Missions Sociales	3 951 736	4 472 176
Produits divers des missions	2 220 097	2 778 556
Produits divers du siège	1 730 701	1 690 019
Produits Financiers	938	3 601
Autres produits non affectés aux Missions Sociales	806 529	844 913
Produits divers	130 089	171 728
Produits Financiers	676 440	673 185
Produits Exceptionnels	1 187	3 577
Total Autres Produits	4 759 451	5 320 666

3.5 – REPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE (colonne 2)

Ce graphique présente le montant de chaque type de ressource par rapport au total des ressources du Compte d'Emploi des Ressources (total I).



3.6 – LES FONDS DEDIES

Nous constatons en « engagements à réaliser sur ressources affectées » (colonne 1) la différence entre les montants affectés en 2016 et l'utilisation qui en est faite au cours du même exercice.

Le « report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs » (colonne 2) correspond à l'utilisation des fonds dédiés c'est à dire aux programmes réalisés par ACF France sur l'exercice et financés par les fonds dédiés.

L'utilisation de fonds dédiés réalisée par d'autres entités du réseau est constatée par les comptes de bilan. C'est la raison pour laquelle, l'utilisation de ces fonds n'apparaît pas dans le « report des ressources non encore utilisées antérieurement ».

Les notes du bilan permettent de faire le lien entre les informations communiquées dans l'annexe au bilan et les mouvements présentés en Compte d'Emploi des Ressources.

3.7 - TABLEAU DE PASSAGE DU COMPTE DE RESULTAT AU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

En milliers d'euros	PRODUITS D'EXPLOITATION	PRODUITS FINANCIERS	PRODUITS EXCEPTIONNELS	REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL
RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	39 120	-	-		39 120
AUTRES FONDS PRIVES	3 387	-	-		3 387
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	113 438	-	-		113 438
AUTRES PRODUITS	1 919	2 705	136		4 759
TOTAL DES RESSOURCES	157 863	2 705	136	-	160 704

4^e PARTIE – AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC ET UTILISEES SUR 2016 (colonne 3)

4.1 - METHODE

L'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public est le solde correspondant aux emplois qui n'ont pas été financés par des ressources autres que celles de la générosité publique.

4.2 – PRINCIPES D’AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES

4.2.1 – Frais de fonctionnement

Les Frais de fonctionnement sont financés dans l'ordre suivant :

- par les coûts indirects (frais administratifs) facturés dans le cadre de projets.
- au-delà, deux possibilités :
 - o les coûts indirects facturés sont supérieurs aux frais de fonctionnement, le reliquat est alors imputé sur les missions sociales ;
 - o les coûts indirects facturés sont inférieurs aux frais de fonctionnement, le solde est financé par les autres fonds privés non affectés (solde après financement des frais de recherche de fonds) et si nécessaire par les ressources provenant de la générosité du public.

4.2.2 – Missions Sociales

Les Missions Sociales sont financées dans l'ordre suivant :

- par les ressources affectées et utilisées hors coûts indirects facturés (subventions, autres fonds privés et autres produits),
- par le reliquat éventuel des coûts indirects facturés (après affectation sur les frais de fonctionnement),
- et par la générosité du public.

4.2.3 – Frais de recherche de fonds

Les Frais de Recherche de Fonds sont financés dans l'ordre suivant :

- par les autres fonds privés non affectés pour un montant égal à ligne « frais de recherche des autres fonds privés »,
- et par la générosité du public.

4.3 – IMMOBILISATIONS

Toutes les immobilisations acquises pour le siège ont été financées par les ressources collectées auprès du public.

5^e PARTIE – SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC ET UTILISEES SUR 2016 (colonne 4)

Une analyse détaillée et historique de nos fonds dédiés a permis d'identifier l'origine des ressources dans les soldes à fin 2015 et fin 2016 et donc de connaître précisément la variation des fonds dédiés collectés auprès du public.